

Budget 2010 : faire face à la réalité et poursuivre nos engagements

Les discussions en vue de l'élaboration du budget communal 2010 sont donc lancées. Un premier conseil municipal y a été consacré, des réunions de quartier pour aller à la rencontre de la population vont suivre et le vote final interviendra fin mars.



Benoit Logre

Adjoint au maire. Président du Groupe des élu(e)s socialistes et républicains

Les élus socialistes ont fait le constat d'une situation financière toujours difficile et extrêmement tendue même si des signes encourageants transparaissent de l'exercice 2009.

Ces signes, que cela soient la maîtrise des dépenses, l'augmentation des recettes ou encore la capacité de désendettement démontrent que depuis 2 ans, une prise en compte sérieuse de la situation a été opérée avec une réelle volonté d'y faire face.

L'exercice pour 2010 restera donc compliqué d'autant plus que le recours à l'impôt n'est pas envisagé : **il nous faut persévérer dans nos efforts, peser chaque dépense, rechercher de nouvelles sources de financement tout en assurant les projets d'investissement utiles à la population, en développant les services aux publics, en maintenant le cap pour plus de tranquillité publique, un meilleur cadre de vie dans notre ville.**

Les élus du Modem et de l'UMP bien qu'ayant partagé les constats sur l'urgence financière de la situation sont monocordes sur les critiques faisant fi des retards en équipements collectifs dus à l'augmentation de la population, des effets sociaux de la crise dans nos quartiers, des efforts entrepris depuis 2 ans pour une meilleure gestion. Même tonalité sur la dette locale en oubliant en passant leur soutien à une politique nationale qui bat des niveaux jamais atteints en matière de dette et de déficits publics. Pas un mot non plus sur la suppression de la taxe professionnelle et ses conséquences à long terme sur les finances locales.

Les élus communistes confirment leur fulgurante perte de mémoire : oubliée leur responsabilité sur la gestion de la ville pendant des décennies, oubliés les rapports des cabinets spécialisés indépendants pourtant clairs et suffisamment alarmistes, oubliée la cohérence politique entre une tribune d'Aubermensuel de décembre où le recours à l'impôt est condamné et le contraire affirmé 3 mois après en séance municipale. La majorité municipale devrait taper plus sur le gouvernement pour trouver des solutions ? De 2002 à 2008, droite gouvernementale et communisme municipal, à leur niveau respectif, ont été conjointement aux responsabilités. Incantations politiques et oppositions formelles du PCF n'ont pu empêcher la dérive des comptes d'Aubervilliers, le

rapport du Cabinet Klopfer 2006, confirmé en 2008, est là pour en témoigner.

Les élus socialistes assument quant à eux leur choix passé et la situation présente.

Ce budget 2010 marquera notre souhait de continuer à concrétiser nos engagements électoraux en maintenant notre objectif de redressement durable des finances de la ville.

Il sera un budget annuel, d'autres suivront jusqu'en 2014, année où les électeurs pourront juger de la pertinence de nos orientations.

Venez débattre avec la municipalité du budget 2010

le 10 mars à 19 heures,
pour les quartiers Maladrerie Emile Dubois et Paul Bert,
à l'école Joliot Curie,
24/26 rue de la Maladrerie.

le 17 mars à 19 heures,
pour les quartiers Centre ville et Landy Marcreux Pressensé,
à l'Hôtel de ville, salle du conseil.

le 18 mars à 19 heures,
pour les quartiers Villette quatre Chemins, Firmin Gémier Sadi Carnot République, dans le réfectoire de
l'école Firmin Gémier,
14 rue Firmin Gémier.

le 24 mars à 19 heures,
pour les quartiers Vallès La Frette et Robespierre Cochenec Péri,
dans le réfectoire de
l'école Robespierre,
rue Adrien Huzard.



Trois questions à Daniel Garnier

Depuis quelques semaines en Seine Saint-Denis et notamment au sein la Cité Scolaire Henri Wallon d'Aubervilliers, les enseignants font entendre leur mécontentement quant aux suppressions de poste dans l'Education nationale. Comment en est-on arrivé à une telle situation ?

Depuis plusieurs années, le gouvernement a engagé un vaste plan de suppression de



Daniel Garnier

Adjoint au maire
Enseignement maternel,
primaire et secondaire

postes de fonctionnaires. Les enseignants ont payé un lourd tribut à cette politique insensée. Pour l'an prochain, ce sont 16 000 postes dont 14 000 postes d'enseignants supprimés dans l'Education nationale alors que le nombre d'élèves va augmenter. En 2009, c'était 11200 postes supprimés et 13500 en 2008.

Le projet de réforme du lycée présenté récemment par le gouvernement est assez controversé. Quel est votre avis à ce propos ?

Ce n'est pas une bonne réforme, nul professionnel de l'éducation ne l'a à ce jour approuvée. Bien au contraire. En voici quelques conséquences prévisibles :

- Des inégalités vont voir le jour entre les établissements et/ou les disciplines qui vont pouvoir gérer de façon autonome un tiers des horaires.
- L'aide personnalisée est une bonne idée mais malheureusement elle entraîne une baisse des



horaires consacrés à tous (comme dans le premier degré qui a vu les deux heures du samedi matin pour tous se transformer en deux heures de soutien aux élèves en difficulté).

- Les enseignements d'exploration prévus en classe de seconde risquent d'affaiblir le contenu des disciplines.
- Le tronc commun de première est celui qui cache la forêt des suppressions de postes. Il ne permettra qu'à la marge des changements d'orientation.
- Ne parlons pas de la suppression de l'enseignement de l'histoire en classe de terminale qui a fait la une des médias.

La question de la sécurité dans le milieu scolaire est au cœur des débats. Quels sont les dispositifs mis en place à Aubervilliers afin d'assurer la sécurité des élèves ?

Pour les écoles, la mise en place des points école gérés par du personnel recruté dans la population fonctionne à la satisfaction générale. Une présence humaine de proximité rassure et sécurise les parents et leurs enfants. La demande importante de nouveaux points, dont il va falloir tenir compte, en est la meilleure illustration.

Des diagnostics de sécurité sont en cours, en relation étroite avec les directions d'école et les services de la police nationale.

Pour les collèges, qui sont de la compétence du département, des travaux importants de création d'un sas ont été réalisés l'année dernière à Jean Moulin à la satisfaction générale. Un aménagement de la voie est prévu pour sécuriser le stationnement des élèves devant

le collège.

Pour Gabriel Péri, des travaux de sécurisation des abords sont prévus pour cette année.



Pour les lycées, suite à des incidents récents, le conseil régional a débloqué des fonds pour poursuivre les travaux importants déjà réalisés en 2003. Une présence systématique de la police municipale aux abords des collèges dans les périodes de tension a permis de réduire considérablement les incidents et de retrouver une ambiance plus sereine.

En ce qui concerne la prévention, un dispositif de persévérance scolaire qui consiste à accueillir les élèves exclus temporairement dans une structure gérée par un éducateur a fonctionné et a été salué par l'ensemble des principaux des collèges.



Est actuellement à l'étude un **dispositif qui permettrait un travail semblable avec les élèves décrocheurs**, soit par absentéisme, soit parce qu'ils ne rejoignent peu ou pas le collège dans lequel ils sont affectés après une exclusion définitive de leur collège d'origine.

Des ateliers sociolinguistiques en direction des parents d'élèves ont permis aussi une amélioration du comportement de leurs enfants. Cette expérience positive initiée à Diderot est élargie cette année au collège Rosa Luxemburg.

Une expérience semblable qui a eu lieu à l'école Firmin Gémier sera étendue cette année aux écoles Condorcet et Jean Macé ☐

En Bref - En Bref - En Bref - En Bref

8 mars 2010 Journée des femmes

Etre une femme est encore aujourd'hui une lutte de tous les jours. En France des batailles ont déjà été gagnées : le droit de vote, le droit à la contraception, le droit à l'avortement, l'accès à certaines professions. Mais il reste encore beaucoup de luttes à mener : pour une égalité des salaires femmes-hommes, pour une véritable représentation dans le monde politique, pour lutter contre la difficulté



Soumia Zahir

Conseillère municipale déléguée aux droits des femmes

de mener vie personnelle et vie professionnelle. Plus largement pour le droit d'être une femme libre, qui peut exister par elle-même sans domination

masculine. Les femmes sont encore trop souvent victimes de violences, notamment au sein du couple. Le 8 mars, sera l'occasion de revendiquer l'égalité femmes-hommes et de faire un bilan sur la situation des femmes dans le monde entier. Car il est également de notre devoir de penser à celles qui vivent dans des pays où la situation est encore plus alarmante, avec des discriminations encore plus marquées. Le 8 mars, une journée symbolique pour prendre conscience des luttes menées par les femmes depuis des siècles pour conquérir des droits qui sont loin d'être entièrement acquis.

☐ Création de l'Association des Jeunes Elus de France

Le 12 octobre 2009, l'association des Jeunes élus de France (AJEF) a tenu sa première conférence de presse à Paris. L'AJEF dont le siège social est situé à la Mairie d'Aubervilliers, est la première association qui fédère les jeunes élus issus des principaux partis politiques français, et de toutes les régions.

Cette association a vocation à :



Edgar Minimbu

Conseiller municipal délégué contrat local de la jeunesse

- Promouvoir l'engagement des jeunes, faire émerger de nouveaux talents et réconcilier une génération avec l'action publique ;
- Etre un lieu d'échange, de dialogue et d'expérimentation au-delà des attaches partisanes ;
- Etre le fer de lance d'un renouveau dans la pratique politique.

L'AJEF adresse un message très positif en montrant qu'il est possible de transcender les différences pour réfléchir ensemble. C'est aussi un message d'espoir pour tous ceux qui pensent que l'engagement politique est une affaire d'initiés, de spécialistes ou de réseaux.

Tous les hommes politiques gagneraient à devenir des "jeunes élus" ! L'AJEF appelle tous les jeunes élus à rejoindre cet élan, pour développer ensemble une approche authentique et moderne de l'action politique.

www.jeunes-elus.fr





La propreté : les orientations 2010

La collectivité a un rôle à jouer dans l'amélioration du cadre de vie. En terme d'investissement d'une part. En terme de rappel au respect de la règle par chacun, nécessaire à la vie collective, d'autre part. S'agissant du premier point, **les socialistes d'Aubervilliers ont bataillé ferme au sein de**

l'agglomération pour avoir des crédits supplémentaires afin de renforcer les prestations de nettoyage



Véronique Le Bihan

Adjoint au maire

Propreté, déchets, ordures ménagères et tri sélectif

le weekend. Résultat : deux balayeuses supplémentaires sillonnent les rues de la ville depuis la fin du gel. La ville a choisi également d'investir dans de nouveaux modèles de poubelles, avec un réceptacle en dur, qui seront déployées progressivement sur plusieurs années sur toute la ville. Des sacs à déjections canines seront en outre installés ; en contrepartie de quoi, un arrêté municipal sera pris afin de verbaliser les propriétaires de chiens ne ramassant pas les crottes laissées sur le trottoir et non dans le caniveau. **Cet exemple illustre la politique des socialistes qui repose sur un équilibre entre répression et moyens supplémentaires mis à disposition des habitants.** Pour 2010, l'intensification de la démarche de **notes de frais** à l'égard des auteurs de dépôts sauvages se poursuit, avec l'instauration d'une collaboration avec la police municipale pour les récidivistes. 2010 doit aussi être une année de renforcement de la sensibilisation et de la communication, qui doit être multilingue de manière systématique ou bien basée sur des visuels.



Maintenir une ville propre avec les habitants

Nous renouvellerons régulièrement le baromètre de la propreté qui permet d'être à l'écoute des usagers dans la perspective d'une amélioration continue du cadre de vie et à laquelle les différentes actions municipales concourent : propreté, police municipale, commerce, fleurissement, rénovation urbaine, aménagement... Ecoute des habitants qui sont par ailleurs acteurs du maintien de leur ville propre. Une ville propre ne peut se faire qu'avec ses habitants. **Aussi, les prochaines Assises de la propreté et du cadre de vie au mois de juin devront laisser une place importante aux référents propreté des conseils de quartier, dont la mise en place officielle est prévue le 9 mars.**

Vers une économie circulaire : réduire la production de déchets et accroître le recyclage

Il nous tient à cœur d'aller vers une réduction à la source des déchets à évacuer, tendance qui n'est pas spontanée dans notre société de consommation et du jetable. Cela va dans le sens d'une politique écologique. Sans compter que cela peut, sinon alléger, du moins stabiliser, le coût de collecte des déchets ménagers. **Pour faciliter cette réduction des déchets, la ville va prendre en charge le coût de l'achat de composteurs pour les écoles et centres de loisirs intéressés.** Cette démarche, pour laquelle nous avons œuvré au sein de l'agglomération Plaine commune, s'adressera bientôt aux habitants (pour le coût de 10€ par composteur).

Il nous faut également mettre l'accent sur le recyclage, augmenter les tonnages collectés. Nous nous y appliquerons dès cette année s'agissant des bâtiments publics puis des écoles. La meilleure des pédagogies est de donner l'exemple auprès de nos habitants et de nos enfants. **A partir du mois d'avril, la population sera accompagnée dans l'effort de tri des déchets puisqu'une exposition itinérante sur le tri sera installée une fois par semaine dans un quartier ou un équipement de la ville.**

Nous tâcherons également de mieux faire connaître la déchetterie d'Aubervilliers (accessible aux habitants de l'agglomération), notamment en installant des panneaux de signalisation dans la ville. **Contrairement aux présentations caricaturales faites par les élus communistes, la déchetterie est un équipement public, gardienné, ouverte 7 jours sur 7, aux habitants et aux artisans et commerçants.** La déchetterie constitue un maillon essentiel de la politique de recyclage des matières premières. Cette politique qui se base sur une économie circulaire vise l'équilibre et la fin de la surexploitation des ressources naturelles sur terre. L'économie du recyclage est en outre créatrice d'emplois locaux, non délocalisables. A nous de créer un équilibre entre le secteur public, privé, où les structures de l'insertion et de l'économie solidaire ont toutes leur place.

A plus long terme, il faut qu'un groupe de travail soit constitué à l'échelle de Plaine commune afin de réfléchir aux modalités concrètes que pourrait prendre **une tarification incitative au tri des déchets**, principe inscrit dans la loi sur le grenelle de l'environnement. Il est nécessaire que tout un chacun ait un intérêt financier à trier ses déchets afin de changer structurellement et en masse les comportements de chacun.